



Autorité de contrôle prudentiel

Le ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, Christine Lagarde, a installé le 9 mars 2010 la nouvelle Autorité de contrôle prudentiel (ACP). Cette autorité issue de la fusion des quatre instances existantes de contrôle et d'agrément des banques et des assurances (la Commission bancaire, l'Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles (Acam), le comité des entreprises d'Assurances (CEA) et le Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CECEI), sera présidée par le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer. Le secrétariat général est assuré par Danièle Nouy.

Le ministre a souligné la volonté de créer une super autorité pour renforcer l'efficacité de notre système de contrôle au profit de l'intérêt général et lui a confié une mission s'articulant autour de quatre objectifs : réussir la fusion au service de l'intérêt général, réussir la sortie de crise, réussir la réforme du système financier international et protéger les consommateurs

Les décrets d'application de l'ordonnance portant création de l'ACP ainsi que les arrêtés de nomination de ses membres ont été publiés au Journal Officiel des 4, 7 et 9 mars 2010.

Les informations relatives à l'ACP sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.banque-france.fr/acp/index.htm>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Conseil de surveillance de l'IEDOM

Le Conseil de surveillance de l'IEDOM s'est réuni le 16 mars 2010 sous la présidence de M. Jean-Pierre Landau, Sous-Gouverneur de la Banque de France, et en présence M. Yves Barroux, Directeur général.

Cette première réunion de l'année 2010 a été consacrée aux questions de gestion.

Les comptes de l'IEDOM pour l'exercice 2009, certifiés par les commissaires aux comptes, ont été approuvés par le Conseil. Ils ont fait apparaître un résultat de 10,4 millions d'euros qui se compare à 90,9 millions d'euros en 2008. Compte tenu du report à nouveau de 5,5 millions d'euros effectué l'an dernier, le Conseil de surveillance a décidé de verser un dividende de 5 millions d'euros à la Banque de France et de porter le report à nouveau à 10,9 millions d'euros.

Le Conseil a examiné le rapport du comité de contrôle interne qui présente une analyse régulière et périodique du dispositif de maîtrise des risques mis en place au sein de l'Institut. Il a été décidé de créer un comité d'Audit qui sera présidé par Didier Bruneel.

Au titre des activités, un bilan a été dressé de la participation de l'IEDOM dans le dispositif gouvernemental de médiation du crédit aux entreprises ; dans le contexte économique et social qui caractérise les économies d'outre-mer, une présentation a également été faite de l'activité de gestion des situations de surendettement des particuliers assurée par les agences de l'IEDOM, au titre des secrétariats des Commissions de surendettement.

Eurofiduciaire

La Commission de Bruxelles a adopté le 22 mars 2010 une recommandation sur le cours légal des billets et des pièces en euros.

Le document est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/economy_finance/articles/euro/2010-03-22-legal-tender-euro_en.htm

Frais bancaires

Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, a confié une mission d'évaluation et de propositions sur les tarifs bancaires à Georges Pauget, ancien Directeur général de Crédit Agricole SA, et à Emmanuel Constans, président du Comité consultatif du secteur financier (CCSF). Le rapport de mission devra être remis d'ici la fin du mois juin 2010.

Microcrédit

Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, a annoncé de nouvelles mesures pour favoriser le développement du microcrédit qui s'inscriront dans le cadre du projet de loi de réforme du crédit à la consommation en discussion à l'Assemblée nationale. Le rapport sur le microcrédit personnel et professionnel commandé à l'Inspection générale des finances fin 2009 vient d'être publié.

Il est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/actus/10/100314microcredit.html>

Publications

1 - Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CECEI)

Le rapport de l'exercice 2009 du CECEI est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

http://www.banque-france.fr/supervi/agrement/rapport/rapport_2009.htm

2 - L'Observatoire des crédits aux ménages

Le 22^e rapport annuel de l'Observatoire du crédit aux ménages est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

[http://www.fbf.fr/Web/internet/content_particuliers.nsf/\(WebPageList\)/observatoire+des+credits+aux+menages?Open](http://www.fbf.fr/Web/internet/content_particuliers.nsf/(WebPageList)/observatoire+des+credits+aux+menages?Open)

Publications de l'IEDOM

1 - Conjoncture 2009

Les notes expresses n° 67, 70, 71, 72, 73, 74 réalisées par les agences de la Martinique, de la Guyane, de Saint-Pierre-et-Miquelon, de la Guadeloupe, de la Réunion et de Mayotte présentent une synthèse de la conjoncture en 2009 dans chaque géographie.

2 - Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Les notes expresses n° 68 et 69 réalisées par le siège de l'IEDOM présentent une synthèse de l'économie de ces deux collectivités.

3 - Un nouvel indicateur de diagnostic conjoncturel dans l'outre-mer

La note de l'Institut d'émission du siège de l'IEDOM propose un nouvel indice d'appréhension du climat des affaires en outre-mer.

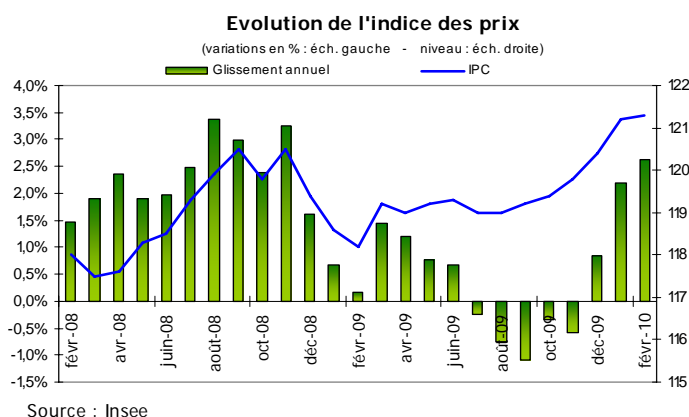
L'ensemble de ces travaux sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet (www.iedom.fr) rubrique Observatoire et financier - publications thématiques et sectorielles.

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Forte progression annuelle de l'IPC en février 2010

Au mois de février 2010, l'indice des prix à la consommation est resté relativement stable (+0.1 %) par rapport à janvier 2010. L'augmentation de l'indice des prix des services (+0.7 %) a été compensée par la baisse des prix de l'alimentation (-0.9 %).

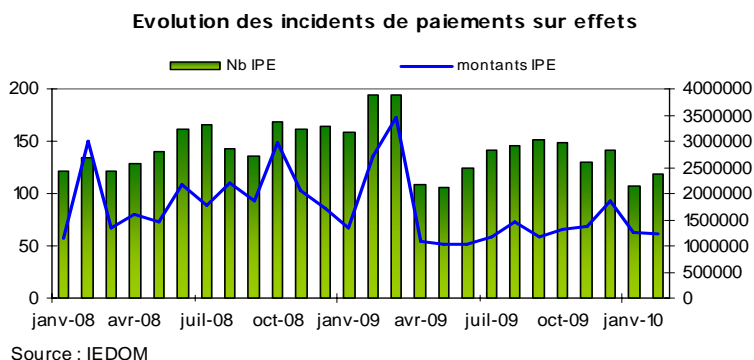
Toutefois, sur les douze derniers mois, l'indice des prix à la consommation des ménages progresse de 2.6 %, après +2.2 % en janvier. Cette évolution est principalement liée à l'augmentation des prix des services qui représentent 41.3% des dépenses des ménages (+2.8 %), des prix de l'énergie (+5.6 %) et du tabac (+32.8 %). Sur la même période, l'indice des prix est en hausse de 1.3 % en France, 1.4 % en Martinique, 0.9 % en Guyane et 0.3 % à la Réunion.



Incidents de paiement sur effets (IPE) : baisse de la valeur unitaire moyenne

A fin février 2010, les montants des incidents de paiement sur effets de commerce sont en légère baisse par rapport au mois précédent, soit -3 % en variation mensuelle. La somme totale des IPE représente 1 220 456 euros en février 2010. Par rapport à janvier 2010, le nombre des incidents de paiement sur effets de commerce a augmenté de +11.2 %, ce qui entraîne une baisse de la valeur unitaire moyenne des incidents de paiement sur effets de commerce. Le secteur du commerce ainsi que celui de la construction sont les plus touchés: ils représentent respectivement 46 % et 20 % des montants des incidents de paiement sur effet de commerce en février 2010.

En glissement annuel par rapport à février 2008¹, les entreprises semblent moins vulnérables financièrement (-11 % pour le nombre d'IPE et -59 % pour les montants). Les variations en cumul annuel, par rapport à 2008, corroborent cette tendance avec respectivement -12 % pour le nombre d'IPE et -40 % pour les montants.



BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Au cours de sa mission à la Guadeloupe les 22, 23 et 25 mars et à St Martin le 24 mars, Jean-Pierre MICHAU, conseiller auprès du gouverneur de la Banque de France, a présenté aux différents professionnels concernés (établissements de crédit, changeurs manuels, notaires, experts comptables, commissaires aux comptes, agents immobiliers, représentants des douanes et de la police...), en liaison avec l'IEDOM, l'actualité de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Il a également rencontré les autorités locales ainsi que les institutionnels.

L'agriculture impactée par la sécheresse

La sécheresse, qui sévit depuis deux mois en Guadeloupe, n'est pas sans conséquences sur l'agriculture locale. Elle a entraîné une baisse du rendement et de la qualité des produits. Les producteurs estiment que 40 % de la récolte de melon serait non commercialisable et, selon les représentants de la filière, les pertes s'élèveraient à 1824 tonnes, soit 916 000 euros. La filière canne-sucre est également impactée par la faible pluviométrie. Au début de la campagne, l'usine Gardel au Moule a broyé en moyenne 3 900 tonnes de cannes par jour alors qu'elle escomptait en traiter 5 200 tonnes.

Le port autonome reçoit l'autorisation du lancement de procédure d'appels à projets

Le grand projet de terminal à porte-conteneurs, porté par le port autonome de Guadeloupe (PAG), pourra se poursuivre suite à l'autorisation du gouvernement début mars. Le PAG pourra lancer dès cette année la procédure d'appels à projet international pour l'exploitation du futur terminal portuaire, préparer un débat public pour déterminer le montant des investissements et poursuivre les études techniques. La construction pourrait créer 755 emplois directs et 622 emplois indirects sur la période des travaux. Le coût global est estimé à 240 millions d'euros. Selon Laurent Martens, avec ce projet, la Guadeloupe se placera sur un marché concurrentiel avec un ensemble d'autres ports tels que Trinidad et Tobago, la Jamaïque, le Costa Rica, Puerto Rico,... Et l'enjeu compétitif est de taille : avec l'ouverture du troisième jeu d'écluses du Canal de Panama à l'horizon 2015-2016, le marché du transbordement devrait se développer.

¹ Une comparaison par rapport à février 2009 ne semble pas totalement pertinente, le mouvement social de février 2009 ayant entraîné des reports de saisie administrative et, par conséquent, une sous-estimation des données financières concernées.

Les élections régionales 2010

En Guadeloupe, le dimanche 14 Mars, le président sortant Victorin Lurel a remporté dès le premier tour les élections régionales. Avec plus de 56 % des suffrages exprimés, il obtient 33 sièges sur 41.

Publications

La note expresse n° 72 relative à la synthèse de l'année 2009 en Guadeloupe est disponible. Ce document ainsi que les autres publications sont téléchargeables sur le site Internet www.iedom.fr.

ACTUALITE REGIONALE

Première édition du salon de l'Entreprise à Saint-Martin

Le vendredi 12 mars, s'est déroulé à Marigot le premier salon de l'Entreprise dans les locaux de la chambre consulaire interprofessionnelle de Saint-Martin. Cette première édition a attiré près de 900 visiteurs qui étaient venus s'informer et demander conseil.

PRINCIPAUX INDICATEURS

		Données brutes	Var. Mens.	Gliss. Ann.
REFERENCE	Indice des Prix à la consommation - Février 2010	121,3	0,1%	2,6%
	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A - Février 2010	52 150	1,6%	10,7%
	Commerce extérieur - chiffres provisoires			
	Exportations - (millions €) - Janvier 2010	9,87	-1,6%	-2,0%
	- Cumul annuel	-	-	-
	Importations - (millions €) - Janvier 2010	108,04	-47,4%	-19,3%
	- Cumul annuel	-	-	-
	Consommation d'électricité - GWh - Février 2010	137,2	-5,1%	22,5%
- Cumul annuel	-	-	-	
Consommation d'électricité moyenne tension - GWh - Février 2010	33,0	-7,3%	-5,2%	
- Cumul annuel	-	-	-	
VULNERA - BILITE	- Nombre de personnes physiques en interdit bancaire - Mars 2010	22 824	-0,4%	-5,0%
	- Nombre de dossiers de surendettement déposés - Mars 2010	28	27,3%	-
	- Cumul annuel	50	-	2400,0%
	- Incidents de paiement - Montant en milliers €	1 213,0	-0,6%	-55,4%
	sur effet - Mars 2010 - Cumul	3 690	-	-50,9%
	- Nombre - Cumul	141	18,5%	-27%
- Cumul	367	-	-32,9%	
- Nombre de retraits (confiscations) de cartes bancaires - Mars 2010	507	-3,1%	15,5%	
SECTEURS D'ACTIVITE	TRANSPORTS	Trafic aéroportuaire		
		Nombre de passagers - (entrées + sorties) - Février 2010	152 550	-7,6%
	- Cumul annuel	317 773	-	11,2%
	Nombre de mouvements d'avions - (atterrissages + décollages) - Février 2010	1 929	-11,5%	9,9%
	- Cumul annuel	4 113	-	-1,7%
	Trafic portuaire (Cumul annuel) - chiffres provisoires			
	- Trafic net de marchandises (entrées + sorties) - Tonnes - Janvier 2010	205 033	-	-2,0%
	- Nombre de passagers (entrées + sorties) - Janvier 2010	64 625	-	0,6%
	Automobile			
	Nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs - Décembre 2009	1 975,00	87,2%	60,0%
- Cumul annuel	14 084,00	-	-1,5%	
Nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires neufs - Décembre 2009	234,00	24,5%	-28,0%	
- Cumul annuel	2 792,00	-	-15,7%	
BTP	Consommation globale de ciment (tonnes) - Mars 2010	23 312	24,3%	5,0%
	- Cumul annuel	60 634	-	47,4%
AGRI.	Exportations de bananes (tonnes) - Février 2010	2 529	-40,0%	-24,3%
	- Cumul annuel	6 748	-	-18,0%

Sources : INSEE, DTEFP, Direction régionale des Douanes, EDF, IEDOM, Aéroport Guadeloupe Pôle Caraïbes, Port Autonome de Guadeloupe, Commissariat général au Développement Durable, Lafarge Ciments Antillais, DDCCRF.

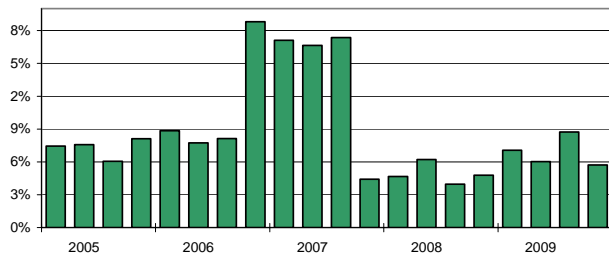
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Poursuite du ralentissement de la croissance des encours de crédits sur un an, mais qui conserve une bonne dynamique au regard des autres DROM

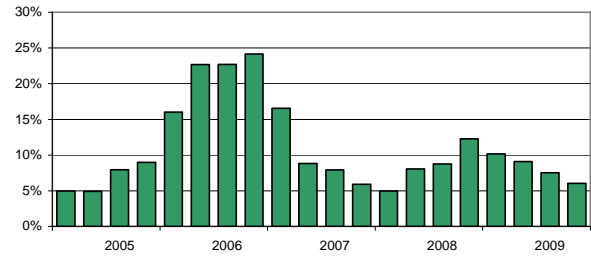
Au 31 décembre 2009, l'encours global des actifs financiers recensés en Guyane s'élève à 1,24 milliards d'€, progressant de 5,7 % sur un an et de 1,4 % sur le trimestre. Les dépôts à vue et en particulier l'épargne à long terme restent bien orientés (respectivement +5,3 % et +16,7 % sur un an), en liaison avec l'évolution des marchés financiers.

Le total des passifs financiers de l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non localement) s'établit pour sa part à 2,21 milliards d'€, avec un rythme de croissance des encours sains 2 fois moins élevé par rapport à décembre 2008 (+6,9 % contre +13,2 %). En comparaison, la Guadeloupe ou la Martinique enregistrent des taux quasi stables sur un an (+0,7 % et -0,3 %) malgré l'effet de rattrapage post mouvements sociaux sur le second semestre. Par type de clientèle, les concours octroyés aux ménages (596,7 M€ fin décembre 2009) progressent de 6,9 % sur un an, et de 3,9 % pour le segment des entreprises (1 124,6 M€), soit les hausses les plus faibles enregistrées au cours de ces 5 dernières années.

Actifs financiers - Variations des encours sur un an



Crédits totaux - Variations des encours sur un an



Source : IEDOM

En revanche, sur le trimestre, on note une légère reprise en fin d'année des encours sains (+4,4 %, contre +1,1 % au trimestre précédent), fondée sur les crédits d'équipement octroyés aux collectivités locales et les prêts immobiliers des sociétés non financières.

Publication

Le **bulletin trimestriel de conjoncture financière et bancaire** n° 142 portant sur le **quatrième trimestre 2009** sera prochainement disponible. Vous pourrez vous le procurer directement en le téléchargeant sur notre nouveau site Internet www.iedom.fr ou par simple demande à l'adresse : ETUDES@iedom-guyane.fr. Vous pouvez vous abonner gratuitement à nos publications périodiques (bulletin trimestriel de conjoncture économique ou financière, lettre mensuelle...) au format PDF à la même adresse.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Elections régionales

La liste « Guyane 73 » soutenue par l'UMP et conduite par Rodolphe Alexandre a remporté les élections régionales qui se sont tenues les 14 et 21 mars 2010. Avec 44,3 % des voix, la liste « Guyane 73 » était arrivée en tête du premier tour de l'élection, devant la liste « 2 ans un marathon pour bâtir » emmenée par Christiane Taubira. L'abstention était de plus de 55,6 %. Aucune des 10 autres listes n'a obtenu les 10 % de voix nécessaires pour poursuivre le processus. Au second tour, avec un nombre de votants légèrement supérieur (49,3 % d'abstention), la liste « Guyane 73 » l'a emportée avec 56,1 % des suffrages exprimés. Rodolphe Alexandre a été élu président de la Région Guyane, et l'opposition a obtenu 10 sièges sur les 31 offerts.

Collectivité unique

Lors de son passage en Guyane le 29 mars 2010, la ministre de l'Outre-mer Marie-Luce Penchard a organisé une première séance de travail avec les élus afin d'établir un calendrier de mise en place de la future collectivité unique. Sur la base de groupes de travail, les présidents des deux collectivités vont devoir formuler des propositions d'ici le 7 mai 2010, relatives au mode de scrutin, au nombre d'élus au sein de la nouvelle collectivité, à la définition de ses compétences ainsi que son mode de gouvernance. Le gouvernement rendra ses arbitrages en juillet 2010 pour déposer un projet de loi au Parlement à la fin de l'année, en vue de sa ratification début 2011.

Spatial

Le premier lancement de l'année (194^{ème} lancement d'Ariane) des satellites de télécommunications Astra 3B et COMSATBw-2, qui devait avoir lieu le 24 mars, puis le 9 avril 2010, a été reporté de plusieurs semaines en raison de problèmes techniques.

Le Conseil d'Administration d'Arianespace s'est réuni le lundi 22 mars 2010. Il a salué la performance technique et le carnet de commande record de la société. Ariane 5 compte 35 lancements successifs réussis en 7 ans. L'année 2009 a marqué un nouveau record avec 7 lancements et la mise sur orbite de 9 satellites commerciaux ainsi que 3 satellites gouvernementaux. Depuis sa création, Arianespace a signé plus de 300 contrats de service et solutions de lancement, et a lancé 277 satellites pour 76 clients, ce qui représente plus de la moitié des satellites commerciaux actuellement en service dans le monde. Avec 33 satellites à lancer sur l'orbite géostationnaire, 6 lancements d'Ariane 5 destinés à transporter les ATV et 17 lancements de Soyouz, Arianespace dispose d'un carnet de commandes de 4,3 milliards d'€.

Infrastructures routières

Depuis le 19 mars 2010, le pont du Larivot est remis en service, après 110 jours de fermeture, 18 millions d'€ débloqués, et 360 000 passagers embarqués dans les navettes fluviales. Le préfet a également engagé la procédure de construction d'un nouveau pont sur la rivière Cayenne. L'avant-projet est attendu pour la fin de l'année 2010. Le lancement des travaux, qui dureront près de 2 ans, devrait intervenir en 2012, après les phases de concertation avec la population et les collectivités territoriales.

Dans le cadre du Programme de Développement et de Modernisation des Itinéraires (PDMI) routiers, l'Etat et le Conseil régional ont signé une convention les engageant à financer la reconstruction du réseau routier sur 4 ans à hauteur de 120 M€. Le Conseil régional s'engage pour 48,5 M€ et l'Etat pour 71,5 M€. Trois axes principaux ont été retenus, il s'agit : de désengorger la périphérie de l'île de Cayenne avec l'amélioration de plusieurs carrefours giratoires, le doublement de certaines portions de voies, et l'aménagement de certaines sections ; de reconstruire les ponts situés sur la RN1 entre Kourou et Saint-Laurent ; de repenser la route de l'est qui va devoir faire face à une forte hausse du trafic liée à l'ouverture du pont sur l'Oyapock.

La route du fleuve qui relie Saint-Laurent à Apatou a été officiellement ouverte le 9 mars 2010.

Distribution

L'hypermarché Cora de la zone Collery a été racheté par le groupe Ho-Hio-Hen, exploitant l'enseigne Casino à la Martinique. Les travaux de terrassement du futur centre commercial de la zone Terca à Matoury ont débuté au mois de mars. L'ouverture de l'hypermarché Carrefour, initialement prévue fin 2009 devrait intervenir début 2011. Le groupe martiniquais Bernard Hayot doit investir 25 M€ dans le projet avant d'en être l'exploitant. Le centre commercial occupera une surface de 5 000 m².

Finances publiques

Le budget primitif du Conseil général n'enregistre qu'une très légère augmentation par rapport à celui de l'exercice précédent : 900 000 € supplémentaires dans la section fonctionnement sur un montant global de 324 M€. Tributaire de sa situation financière, le département a donc du définir des priorités : un sixième collège à Cayenne et un second à Soula ; la finalisation des travaux de la piste d'atterrissage de Grand-Santi ; la réhabilitation de certaines portions de routes. Quatorze agents travaillent actuellement au recensement des foyers fiscaux afin d'apporter une plus-value financière au département.

Le 31 mars 2010, dans le cadre de la restructuration financière des collectivités du département, l'Etat a signé des protocoles d'accompagnement pour la période 2010-2013 avec les communes d'Iracoubo, de Papaïchton et d'Awala-Yalimapo. Dans ce protocole, l'Etat demande aux élus de stabiliser leurs dépenses de fonctionnement et de s'engager à améliorer le recensement des foyers fiscaux. En complément de ces protocoles, l'AFD signera des conventions de prêts avec ces 3 communes pour des montants respectifs de 1,87 M€, 1 M€ et 860 000 €, afin de leur permettre d'assainir leurs finances par la reconstitution de leurs fonds de roulement et le règlement de leurs impayés.

Orpillage

Le 10 mars 2010, les hommes de la police aux frontières accompagnés de militaires ont été confrontés à des pirogues brésiliennes alors qu'ils interpellaient une quinzaine de personnes à hauteur du Saut-Maripa. Les députés brésiliens de l'Amapà ont fait part, devant le Sénat de Brasília, de l'apparition de conflits armés entre la police de Guyane et les piroguiers d'Oiapoque. Ils menacent de remettre en cause l'accord de lutte contre l'orpillage clandestin de décembre 2008, en voie d'être ratifié aussi bien en France qu'au Brésil. Ils préconisent un changement de profil économique de la région avec notamment la création d'une zone de libre-échange et d'un système de taxes.

Santé

En 2012, le centre médico-chirurgical de Kourou (CMCK) ouvrira un nouveau bâtiment de 35 à 60 lits qui se rajouteront aux 76 lits actuels. Il accueillera de la médecine générale, de la cardiologie, de la pédiatrie, de la chirurgie puis de la neurologie. Le projet aura un coût de près de 10 M€.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Prix à la consommation (avec tabac) – février 2010 (Indice base 100 : année 1998)	121,5	- 0,7 %	+ 0,8 %
Emploi (Sources : DDTEFP et ASSEDIC)	Demandeurs d'emploi (DEFM A) - à fin février 2010 Nb de bénéf. d'alloc chômage (y.c. suspens) – A fin décembre 2009	15 179 6 082	+ 3,2 % + 2,2 %	+ 12,7 % + 17,3 %
RMI (Source : CAF)	Nombre de bénéficiaires - à fin février 2010 Cumul 2010 des prestations nettes versées	10 279 10,4 M€	- 1,6 %	- 4,5 % + 1,5 %
Commerce extérieur (Source : Douane)*	Exportations – janvier 2010 Cumul 2010 Importations - janvier 2010 Taux de couverture en cumul - à fin janvier 2010	16,3 M€ 16,3 M€ 71,8 M€ 71,8 M€ 22,7 %	+ 150,6 % - 17,6 %	+ 149,6 % + 149,6 % - 29,1 % - 29,1 % + 10,0 point

LES SECTEURS D'ACTIVITE

Espace (Source : Arianespace)	Tirs effectués – à fin mars 2009 Rappel cumul 2009	0 tir Ariane 5 (0 satellite) 7 tirs Ariane 5 (12 satellites)
Riz (Sources : DAF Guyane et Douane)*	Production de riz (2 ^{ème} tranche 2009) Cumul année 2009 (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche) Exportations de riz (cumul à fin décembre 2009)*	7 048 tonnes (+ 17,8 % sur un an) 9 035 tonnes (- 6,9 % sur un an) 4 146 tonnes (- 9,3 % sur un an) pour 1,5 M€ (- 41,9 %)
BTP (Source : Ciments Guyanais)	Ventes de ciment – février 2010 Cumul de janvier à fin février 2010	9 515 tonnes (+ 124,2 % sur un an) 13 758 tonnes (- 11,1 % sur un an)
Pêche (Sources : IFREMER, DAM et Douane)*	Prises de crevettes (cumul à fin décembre 2009) Exportations de crevettes (cumul à fin décembre 2009)	1 326 tonnes (- 11,4 % sur un an) 1 076 tonnes (- 10,6 % sur un an)
Or (Source : Douane)*	Exportations d'or (cumul à fin décembre 2009)	25,3 M€ (- 29,2 %)
Bois (Source : ONF)	Grumes sorties de forêt (cumul à fin décembre 2009)	84 271 m ³ (+ 18,2 % sur un an)

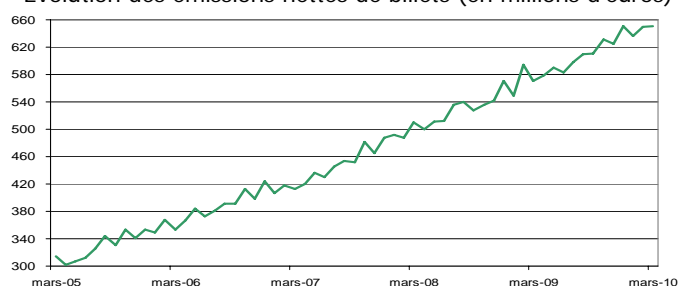
* données provisoires

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Monnaie fiduciaire : émission nette de billets en progression à fin mars 2010

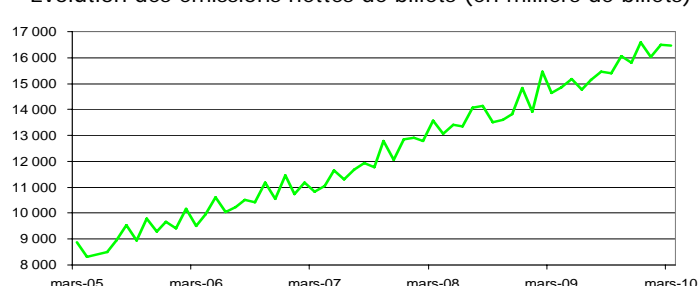
Au 31 mars 2010, les émissions nettes de billets ont progressé de 12,5 % en volume et de 14,1 % en valeur. Elles s'établissent à 16,5 millions de billets contre 14,6 millions un an plus tôt, pour une valeur de 651 millions d'euros contre 570 millions d'euros à fin mars 2009. Les coupures de 20 € et 50 € concentrent 87,5 % du nombre de billets en circulation (+ 1,5 point). Celle de 20 € demeure stable dans le total à 36,1 %, tandis que la coupure de 50 € qui représente à elle seule 51,4 % du volume de l'émission nette de billets gagne 1,3 point, et représente en valeur 65,1 % du total (+0,8 point).

Evolution des émissions nettes de billets (en millions d'euros)



Source : ledom

Evolution des émissions nettes de billets (en milliers de billets)



Source : ledom

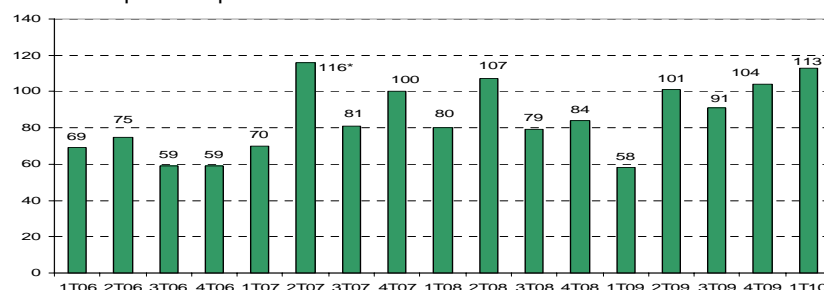
Dans le même temps, l'émission nette de pièces euros s'élevait à 150,4 millions d'unités pour une valeur de 21,3 millions d'euros (respectivement + 9,7 % et + 8,3 % par rapport à mars 2009). La demande de pièces en euros de faible valeur (1, 2 et 5 centimes d'euros) continue d'augmenter et représente en nombre 77,4 % de l'émission divisionnaire (+ 0,6 point).

Surendettement au 31 mars 2010 : accroissement du nombre de dossiers déposés

Au cours du premier trimestre 2010, 113 dossiers ont été déposés auprès du Secrétariat de la Commission de Surendettement, soit une progression de 8,6 % par rapport au quatrième trimestre 2009 et un quasi-doublement par rapport au premier trimestre 2009 (58 dossiers).

Ce nombre constitue le deuxième plus haut niveau atteint depuis mars 2007. Ces progressions rendent compte de l'accroissement des difficultés financières des ménages, ainsi que d'une meilleure connaissance du dispositif d'aide.

Dossiers déposés auprès du Secrétariat de la Commission de Surendettement



* Mission du Conseil Economique et Social national en Martinique en mars 2007
Source : ledom, données trimestrielles

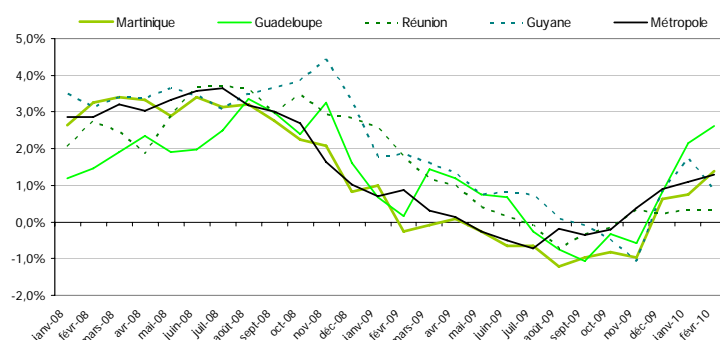
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Inflation : Regain de tension sur les prix en février 2010

A fin février 2010, l'indice des prix à la consommation atteint 122,3 en Martinique contre 120,6 un an auparavant. L'inflation annuelle s'établit à +1,4 % contre +0,8 % à fin janvier 2010. Ce regain d'inflation s'explique principalement par le renchérissement des prix de l'énergie, en hausse de +4,5 % sur un an, et, dans une moindre mesure, de celui des services (+1,5 %). Parallèlement, le prix des produits manufacturés et de l'alimentation demeurent relativement stables respectivement à +0,5 % et -0,8 % sur un an.

Dans le même temps, en glissement annuel à fin février, les tensions inflationnistes s'accroissent en France hexagonale (+1,3 %) et en Guadeloupe (+2,6 %). En revanche, le taux d'inflation enregistré en Guyane (+0,9 % sur un an), infléchit sa progression tandis qu'il se stabilise à la Réunion (+0,3 % sur un an).

Glissement annuel de l'indice des prix à la consommation
(ensemble des postes)



Source: Insee

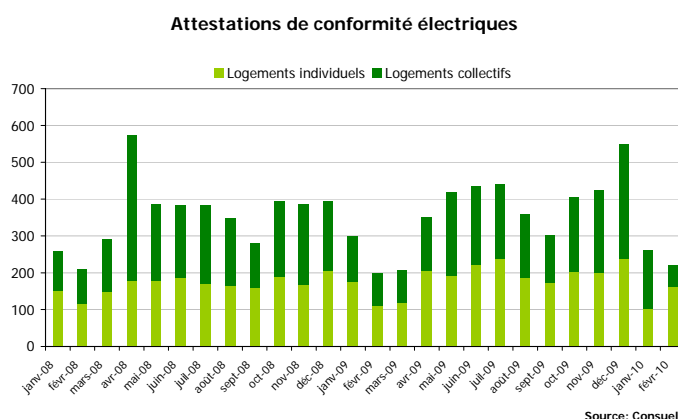
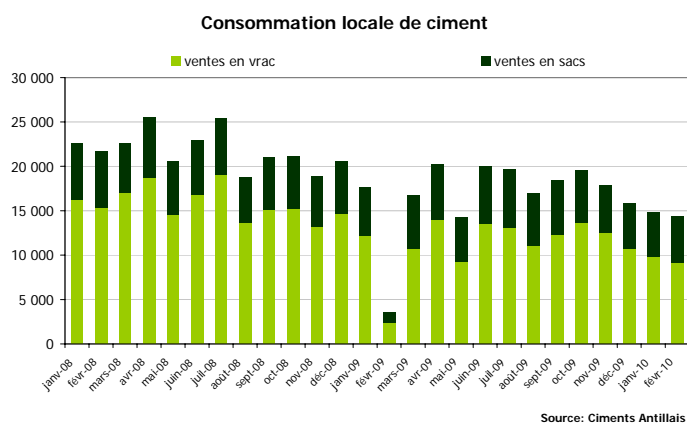
BTP : un secteur durablement affecté par la crise

A fin février 2010, en données cumulées, la consommation locale de ciment atteint 29,2 milliers de tonnes et enregistre une hausse de 37,3 % par rapport à la même période de 2009. Dans le détail, les ventes de ciment en sacs progressent de 54,2 % tandis que celles en vrac augmentent de 29,6 %. Ces évolutions tiennent à la baisse d'activité intervenue en février 2009, consécutive au mouvement social ayant touché le département à cette période.

L'évolution de la consommation locale de ciment par rapport à celle enregistrée à fin février 2008 permet de mettre en évidence le ralentissement de l'activité à l'œuvre au sein du secteur du BTP. En effet, les ventes cumulées de ciment s'inscrivent en baisse de -34,3 % par rapport à février 2008 (vrac : -40,3 % et sac : -19,6 %).

Les attestations de conformités électriques délivrées confirment ce mouvement. A fin février 2010, elles accusent un repli de -3,0% (en cumul depuis le début de l'année). Cette réduction tient à la baisse du nombre d'attestations de délivrées aux logements individuels, soit -7,0 % sur un an. La progression de celles attribuées aux logements collectifs (+2,4 % sur un an) ne permettant pas de compenser cette diminution.

Le secteur de la construction reste durement touché par le retournement de conjoncture amorcé dès la fin du 1^{er} trimestre 2008. Les professionnels du secteur demeurent inquiets quant à une reprise de l'activité.



ACTUALITE REGIONALE

Liquidation judiciaire de Manumar

Le 23 mars dernier, le Tribunal de commerce a annoncé la liquidation judiciaire de la société *Manumar*, une des deux sociétés de manutention du port de Fort de France, pour le 27 avril prochain. L'entreprise, créée en 2003 et qui emploie 60 salariés dont 49 dockers, avait été mise en redressement judiciaire le 23 juin 2009. La solution souhaitée par les salariés consiste en la création d'un employeur unique sur le port, commun avec l'autre société de manutention GMS-SP-CMA.

Résultats des élections régionales de mars 2010

Sur un total de 301 249 inscrits, 165 865 votants se sont exprimés (dont 1,37 % de bulletins blancs ou nuls) lors du 2^e tour des élections régionales, le dimanche 21 mars. Le taux d'abstention s'élève à 44,94 %, pour un taux de participation de 55,06 %. Sur les trois listes présentes au second tour, celle de M. Letchimy (*Ensemble pour une Martinique Nouvelle*) arrive en tête avec 48,35 % des voix, suivie par la liste de M. Marie Jeanne (*Patriotes Martiniquais et Sympathisants*) qui réunit 41,03% des suffrages, et enfin celle de M. Lesueur (*Rassembler la Martinique*) avec 10,63 %. M. Letchimy a été élu vendredi 26 mars à la présidence du Conseil Régional.

Conférence internationale pour la reconstruction d'Haïti à Fort de France

Le 23 mars s'est tenue à Fort de France une conférence internationale pour la reconstruction d'Haïti, à laquelle ont participé des délégations internationales d'experts, la Ministre de l'Outre Mer et le Secrétaire d'Etat chargé de la Coopération et de la Francophonie et des représentants et élus haïtiens. Son objectif était de dégager une méthodologie commune d'intervention pour permettre un développement équitable et durable du territoire haïtien. Plusieurs thèmes ont ainsi été abordés : les politiques de déconcentration et de décentralisation, le développement urbain et l'aménagement du territoire, le développement économique et social, les ressources humaines, les finances locales, la mutualisation et la coordination. Les conclusions ont été présentées le 31 mars à New York lors de la conférence internationale des donateurs pour la reconstruction et le développement d'Haïti. L'aide internationale devrait atteindre 2,8 milliards d'euros dont 1,2 milliard de l'Union Européenne.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

Nota Bene: En raison du mouvement social de février 2009, certaines évolutions en glissement annuel peuvent paraître erratiques. Elles sont dues au blocage de l'économie durant cette période.

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- février 2010	122,3	-0,3 %	+1,4 %
Chômage (source : DDTEFP)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- janvier 2010	39 744	+0,5 %	+14,8 %
	Indicateur de chômage (base pop. Active : 162 556)	- janvier 2010	24,2 %		+2,9 points
Allocation Chômage (source : Assedic)	Nombre de bénéficiaires de l'allocation unique dégressive et de l'aide au retour à l'emploi	- février 2010	14 485	-2,1 %	+18,9 %
RMI (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- février 2010	28 060	-0,8 %	+20,0 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (en M€)	- janvier 2010	171,2	-24,2 %	+5,5 %
	Exportations (en M€)	- janvier 2010	27,2	-20,8 %	-8,6 %
	Taux de couverture mensuel:		15,9 %		-2,4 points
Grande distribution (source : DRCCRF)	Indicateur chiffre d'affaires (base 100 en 1990)	- février 2010	241	-12,5 %	ns
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- février 2010	78,1		ns

LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Banane (source : DRCCRF)	Expéditions de bananes (tonnes)	- octobre 2009	20 205	ns	+41,1%
		- cumul annuel	146 458		+24,4%
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers	- février 2010	143 164	+4,6 %	+19,2 %
		- cumul annuel	280 045		+7,0 %
Trafic Maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- février 2010	15 556	-17,1 %	ns
		- cumul annuel	34 312		+29,8 %
Construction (source: Ciments antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- février 2010	14 327	-3,4 %	ns
		- cumul annuel	29 153		+37,3 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- février 2010	624	-27,4 %	-31,0 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- février 2010	110	-34,5 %	-8,3 %
	Cumul annuel (VPN + VUN)	- février 2010	1 762	-	-35,0 %

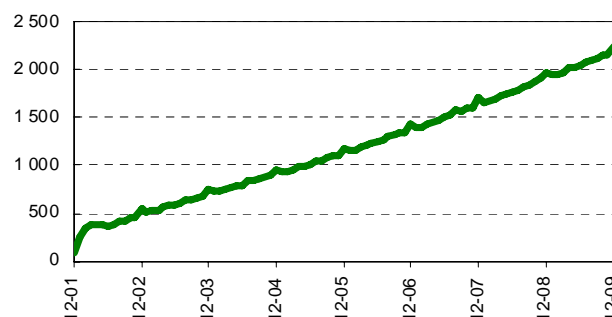
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Statistiques des émissions nettes de billets euros

Au cours de l'année 2009, 95,2 millions de billets euros (contre 95 millions en 2008, soit 0,2 % de plus) ont été émis et 90,7 millions retirés de la circulation (90,8 millions en 2008, soit 0,1 % de moins), soit une émission nette de 4,5 millions de billets représentant une valeur totale de 273 millions d'euros (+ 2,2 % sur un an), toutes coupures confondues. A la fin de l'année 2009, l'émission nette cumulée de billets atteint ainsi 38,4 millions de coupure (33,9 millions à fin 2008) pour une valeur cumulée totale de 2 245 millions d'€ (1 972 millions d'€ l'année précédente). Il convient de préciser qu'aux émissions nettes comptabilisées par l'Institut d'émission doivent être ajoutés ou doivent être retranchés, les billets « importés » ou « exportés », à l'occasion des mouvements de voyageurs entre les pays de la zone Euro et la Réunion.

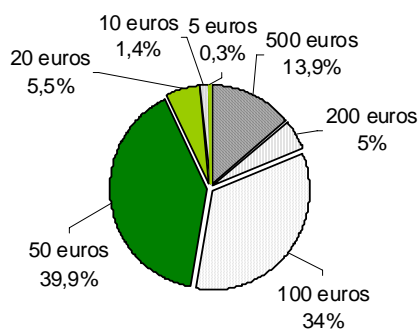
La répartition des émissions nettes entre les différentes coupures révèle de faibles variations à la hausse pour les coupures les plus importantes et des replis pour les petites coupures (20 € : -2,1 % ; 10 € : - 7,5 % ; 5 € : - 3,3 %). La coupure la plus utilisée (en nombre) à la Réunion et qui enregistre la plus forte progression reste le billet de 50 € (+ 9,3% entre 2009 et 2008). La coupure de 100 € fait également l'objet d'une progression (+8,3%), plus forte que pour les billets de 500 € (+ 6,3 %) et de 200 € (+ 5,8 %).

Emissions nettes cumulées de billets (à fin décembre 2009) en valeur (en millions d'€)



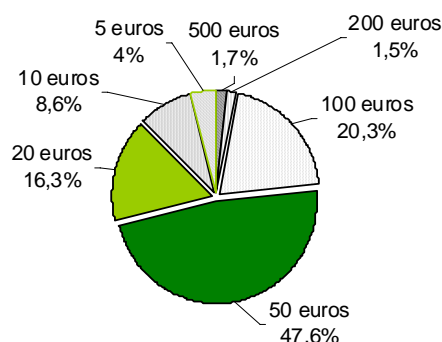
Source : Iedom

Répartition en valeur à fin décembre 2009



Source : Iedom

Répartition par quantité à fin décembre 2009



Source : Iedom

A noter par ailleurs, qu'à partir du 17 février 2012, les billets en francs ne pourront plus être échangés contre des euros. Selon la Banque de France, environ 4,4 milliards de francs, soit 625 millions d'€, resteraient encore en circulation.

Médiation du crédit

Au 2 avril 2010, 310 dossiers sont rentrés dans le circuit de la médiation. Parmi ceux-ci, 224 dossiers ont été déclarés éligibles (130 sont résolus, 33 sont en cours de traitement et 61 ont été refusés), 83 n'ont pas été retenus et 3 sont en attente de qualification. L'équipe de médiation s'attache à maintenir un taux de succès élevé (68%) tout en réduisant progressivement le taux d'inéligibilité des dossiers. La persistance d'un faible niveau d'activité dans certains secteurs, plus particulièrement le BTP, le transport et l'automobile rend de plus en plus difficile la recherche de solutions pérennes dans le cadre de la médiation du crédit. Pour mémoire, à la Réunion comme dans les autres DOM, le directeur de l'edom est le médiateur départemental du crédit. Les dossiers peuvent lui être adressés sur la boîte à lettre électronique : <http://www.mediateurducredit.fr>

BREVES ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (INSEE)	Indice général des prix à la consommation-février 2010 Métropole et DOM – février 2010	122,4	- 0,8 %	+0,3 % + 1,3 %
RMI (CAF)	Nombre de bénéficiaires du RMI et RSO – février 2010 Cumul des prestations versées (millions d'€)	70 594 66,7	- 0,7 %	- 3,1 % + 1,1 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations – janvier 2010 (en cumul - millions d'€) Exportations – janvier 2010 (en cumul - millions d'€) Taux de couverture	294 15 5,0 %	- - -	+ 6,2 % - 18,1 % - 1,5 pt
Chômage DTEFP	Demandeurs d'emploi en fin de mois (catégorie A = cat 1+ cat 2+ cat 3 hors activité réduite) : février 2010	105 789	+ 0,2 %	+ 20,3 %

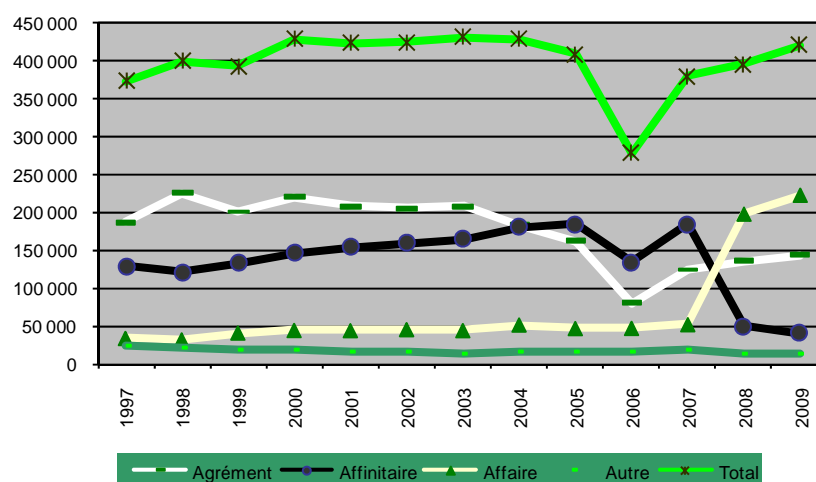
LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic Maritime (DDE)	Trafic de marchandises à Port Réunion (tonnes) décembre Cumul 2009	287 829 3 911 561	- 23,7 % -	- 1,4 % - 8,8 %
Trafic Aéroportuaire	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds février 2010 Cumul annuel	113 011 327 002	- 47,2 % -	+ 20,7 % + 15,4 %
Construction (Douanes + CERBTP)	Importations de ciment – (millions d'euros) janvier 2010	4,0	+ 446,0	+ 33,1 %
	Importations de ciment – (milliers de tonnes) janvier 2010	57,5	+ 878,7 %	+ 18,1 %
	Effectifs salariés du BTP à fin janvier 2010	16 756	- 5,5 %	- 19,9 %

Un niveau de fréquentation touristique supérieur à celui de 2005 mais avec une structure de clientèle différente

Selon les résultats de l'enquête sur la fréquentation touristique menée par l'INSEE et l'IRT, l'activité touristique n'a été que faiblement impactée par la crise internationale en 2009, ce qui a permis à la Réunion d'accueillir 421 900 touristes non résidents soit une progression de 6,4 % par rapport à 2008. Après une année 2006 marquée par la crise sanitaire liée au chikungunya qui a entraîné une chute de la fréquentation touristique de l'île (-31,8 %), les arrivées touristiques se rapprochent de celles des meilleures années du début de la décennie et dépassent de 3,2 % la fréquentation de 2005. Ces bons résultats sont à mettre au crédit de la clientèle

Nombre de touristes par type
(source INSEE-IRT)



affinitaire (touristes qui viennent à La Réunion voir leurs amis ou leur famille), dont le nombre progresse de 12,6 % en 2009. Le développement du tourisme affinitaire, déjà observé les années passées, atteint un niveau record avec 222 800 individus contre 197 800 en 2008 (+ 12,6 %), soit plus de la moitié des touristes (52,9 % contre 45,1 % en 2005). Le tourisme d'agrément augmente également en 2009 (+5,3 %) mais il se situe bien en deçà des niveaux des années 2000 : -11,5 % par rapport à 2005 et -31,7 % par rapport à 2003. Le nombre de familles venues à la Réunion en vacances est en baisse de 1,5 % entre 2008 et 2009 ce qui est compensé par une hausse de leur taille moyenne de 8 %.

Cette évolution de la structure de clientèle touristique extérieure modifie la fréquentation des hébergements. L'hébergement chez des amis ou la famille (+ 8,7 %) ou encore dans une location (+ 35,2 %) a été privilégié par le tourisme affinitaire au détriment de l'hébergement en hôtel ou résidence de tourisme (- 7,2 %).

La dépense globale se maintient par rapport à l'année dernière (305,8 millions d'€ ; + 0,1 %) en liaison avec une durée moyenne de séjour plus courte (- 1 jour à 16,3 jours) compensée par une fréquentation en hausse.

La répartition par pays de résidence des personnes en visite dans l'île montre que la progression n'a concerné que le marché métropolitain (+ 10,7 % en un an). Seuls 15,6 % des touristes sont originaires de la Réunion.

Didier Robert est élu Président de la Région.

A la suite des élections régionales des 14 et 21 mars 2010, Didier Robert (UMP) a été élu au second tour, en obtenant 45,46 % des voix face à Paul Vergès (Alliance) 35,55 % et Michel Vergoz (PS) 18,99 %.

L'installation de Didier Robert à la tête de la Région Réunion, en remplacement de Paul Vergès au pouvoir depuis 12 ans, s'est effectuée le 26 mars 2010. L'UMP détient la majorité au Conseil Régional avec 27 sièges contre 12 pour l'Alliance et 6 pour le Parti Socialiste. Les axes de priorités du nouveau président de Région s'articulent autour des grands chantiers régionaux tels que la construction de la nouvelle route du littoral, l'aménagement de la liaison rapide entre Saint-Pierre et Saint-Benoît, l'extension de l'aéroport de Pierrefonds. Le tourisme, l'insertion, les TIC, les énergies renouvelables et le développement d'un réseau de bus sont également privilégiés. Suite à cette élection, le Président de Région, Didier Robert, abandonnera ses mandats de député et de maire du Tampon dont il restera conseiller municipal.

Procédure de sauvegarde prononcée pour le groupe Caillé.

Le 30 mars 2010, le tribunal de commerce a validé la demande déposée par François Caillé de placer 45 sociétés sur les 78 que compte son groupe en procédure de sauvegarde. Cette mesure permet au groupe de bénéficier d'un gel des dettes pendant 6 mois afin de poursuivre son activité et de maintenir ses salariés. Le groupe Caillé est le premier employeur privé de la Réunion avec 2 350 salariés.

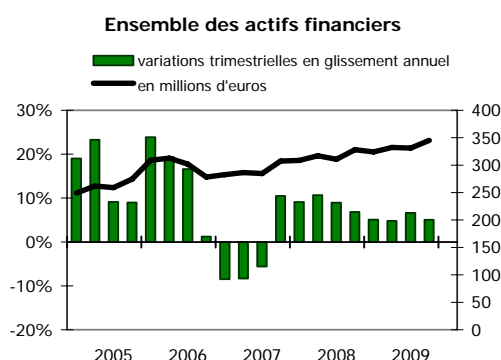
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Evolution contrastée de l'activité financière et bancaire au quatrième trimestre 2009

L'évolution de l'activité financière et bancaire de la place au 4^e trimestre 2009 est marquée par une reprise de la croissance des actifs détenus par les agents économiques mahorais (+4,2 % après -0,4 % au 3^e trimestre) et une évolution de la distribution de crédits qui, si elle reste globalement positive (+2,4 %), est plus favorable aux établissements de crédit non installés localement (+6,8 %) qu'aux établissements de crédits de la place (+0,2 %).

Reprise de l'épargne collectée...

L'encours global des actifs financiers (dépôts à vue, placements liquides ou à court terme et épargne à long terme) détenus par la clientèle mahoraise atteint 345 millions d'euros au 31 décembre 2009. Après avoir marqué le pas au 3^e trimestre 2009 (-0,4 %), l'épargne collectée repart à la hausse au 4^e trimestre (+4,2 %). Cette croissance est portée, en premier lieu, par la progression de l'épargne des ménages (+4,2 %) dont l'encours s'est accru de 7,3 millions d'euros pour atteindre 180,2 millions d'euros. Elle est ensuite soutenue par la croissance des actifs des entreprises (+3,6 % pour s'élever à 89 millions d'euros) et par celle des autres agents (+4,8 % pour atteindre 75,8 millions d'euros). Sur un an, le rythme de croissance de l'ensemble des actifs financiers est globalement positif (cf. graphique ci-dessous), l'encours progressant de 5 % en 2009 soit +16,5 millions d'euros (contre +6,9 % et +21,1 millions d'euros en 2008).

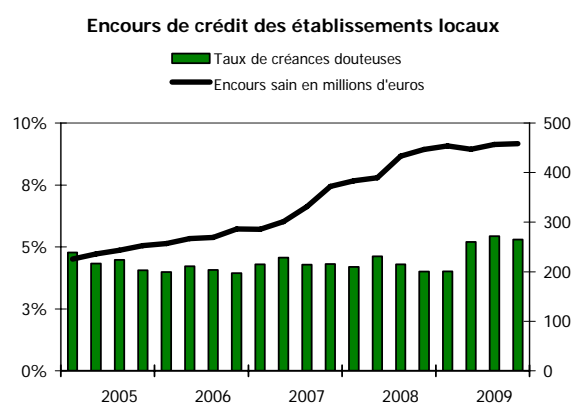
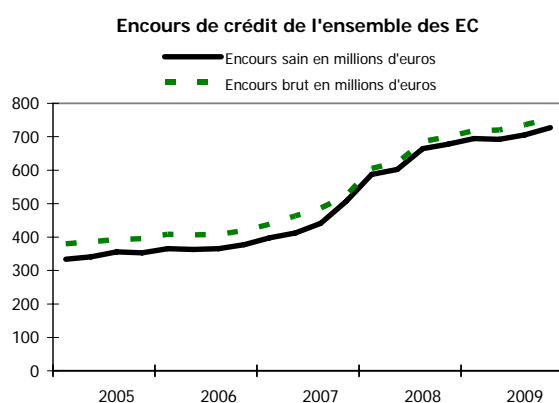


...et évolution modérée des financements bancaires

Au 31 décembre 2009, le montant total des concours octroyés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant à Mayotte s'établit à 753,7 millions d'euros, en progression de 2,4 %. Cette croissance de l'encours fait suite à une hausse respective de 0,4 % et de 2,1 % aux 2^e et 3^e trimestres. L'encours de crédit sain enregistre une croissance de 3 %, tirée par les crédits aux ménages (+2,8 %, soit +6,1 millions d'euros). Les concours aux collectivités locales sont en revanche en net recul (-8,1 %, soit -13,8 millions d'euros). Dans une moindre mesure, les crédits aux entreprises sont également en retrait (-1,4 % soit -3,8 millions d'euros). Les crédits aux entreprises, aux ménages et aux collectivités locales représentent respectivement 37 %, 31 % et 22 % de l'encours de crédit sain.

L'encours brut total des crédits consentis par les établissements de crédit de la zone s'élève à 483,9 millions d'euros. Il est stable (+0,2 %) par rapport au 3^e trimestre. A 458,3 millions d'euros, l'encours de crédit sain est également stable (+0,3 %) mais poursuit, en glissement trimestriel, une tendance à la baisse initiée au 4^e trimestre 2008. Les concours aux entreprises (214,9 millions d'euros), qui représentent 46,9 % du total de l'encours de crédit sain, sont en repli de 3 %. Les concours aux ménages - qui ont sensiblement le même poids que les entreprises dans l'encours total de crédit sain des établissements locaux (46,7 %) - s'élèvent à 213,9 millions d'euros. En progression sur le trimestre (+1,9 %) comme sur l'année (+3,4 %), leur évolution s'inscrit toutefois en retrait par rapport à 2008 (+21,3 %). Avec un volume d'engagement modeste auprès des EC installés localement (23,6 millions d'euros), les collectivités locales affichent une activité dynamique (progression de 27 % de l'encours de crédit), largement tirée par la croissance des crédits de trésorerie (+3,3 millions d'euros).

Enfin, l'activité des établissements de crédit hors zone - très importante en 2008, avec une progression des concours bruts de 73 % (+100 millions d'euros) - marque le pas en 2009 avec un accroissement de 14,6 % sur l'année. Au 31 décembre 2009, l'encours brut s'élève à 269,8 millions d'euros, affichant un niveau de progression en hausse au 4^e trimestre (+6,8 % contre +1,6 % aux 1^{er} et 2^e trimestres). Cette activité demeure largement orientée vers les collectivités locales dont les besoins de financement sont couverts à 85 %.



BRÈVES FINANCIÈRES, ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Lancement du recensement agricole 2010

La Direction de l'Agriculture et de la Forêt (DAF) a officiellement ouvert la campagne de recensement et de collecte d'informations agricoles 2010. Pendant un trimestre, 70 agents auront pour mission de recueillir et d'analyser les données collectées auprès d'un échantillon de 3 500 ménages agricoles. Cette enquête permettra à la DAF ainsi qu'aux décideurs publics de disposer d'éléments de cadrage pour mieux anticiper les investissements, préparer la « rupésation » de l'île (PAC) et faciliter les démarches d'indemnisation en cas de catastrophe naturelle.

Nouvelle Déléguée au droit des femmes

Installée par le préfet à l'occasion de la Journée de la femme, Moinaecha Mohamed a pris ses fonctions de Déléguée au droit des femmes. Le poste, occupé auparavant par Nafissata Bint Mouhoudhoir, était vacant depuis deux ans. La priorité sera donnée à la réalisation d'une enquête sur la condition féminine à Mayotte, les dernières statistiques datant de 1999.

Instauration de la taxe locale d'électricité

Après délibération du Conseil Général, Electricité de Mayotte (EDM) a annoncé la mise en place de la taxe locale d'électricité sur l'île. Son taux est fixé à 8 %, appliqué à 80 % du montant total HT de la facture d'électricité pour les clients ayant une puissance souscrite inférieure ou égale à 36 kilovoltampère (kVA), et à 30 % du montant total HT pour ceux dont la puissance souscrite est comprise entre 36 kVA et 250 kVA. Collecté par EDM et reversé au Conseil Général, le produit de cette taxe est entièrement destiné au financement des investissements sur le réseau électrique.

Lancement du dispositif d'accueil des bateaux de croisière

A l'occasion de l'escale du bateau de croisière Discovery à Mamoudzou le 27 mars dernier, le Comité de Tourisme (CDT) a mis en place un dispositif d'accueil pour les croisiéristes débarquant des navires de plus de 300 passagers. L'enjeu de cette démarche est de positionner Mayotte comme escale clé au sein de l'Océan indien. Le dispositif prévoit l'organisation de la circulation des passagers, l'amélioration des conditions d'accueil, d'information et d'orientation ainsi que leur sécurité sur les sites de visite. D'après le CDT, le panier moyen d'un croisiériste, en termes d'artisanat et de cadeaux souvenir, pourrait représenter entre 40 € et 90 €.

Baisse du Fonds de Coopération Régionale

Le comité de gestion du Fonds de Coopération Régionale (FCR) a dévoilé des crédits en recul, passant de 355 000 € en 2009 à 288 000 € en 2010, dont 253 000 € effectivement utilisés. Sur les 34 projets présentés, le comité en a sélectionné 12, dont 7 aux Comores. Les projets les plus importants concernent le domaine de la santé aux Comores : 103 000 € seront alloués au Centre Hospitalier de Mayotte pour la poursuite de la coopération sanitaire ; la Croix Rouge recevra 70 000 € pour améliorer les conditions sanitaires dans les écoles primaires. Les autres enveloppes concernent l'éducation, la formation professionnelle et l'environnement. Une place est également accordée à la culture, à l'art et au sport : une subvention de 25 000 € est notamment octroyée à la ligue mahoraise de football pour l'organisation du 3^{ème} tournoi de la Concorde en 2010.

Journées spéciales de la Commission de révision de l'Etat Civil (CREC) à Mamoudzou

Après Koungou, Dzaoudzi et Pamandzi, c'est à la mairie de Mamoudzou que les personnes - nées avant le 10 mars 2000 - désireuses de faire réviser leur état-civil ont pu déposer leur demande. La CREC a pour mission de rétablir les actes détruits ou illisibles, et d'attribuer un nom et un prénom à tous les mahorais. Depuis sa création en 2001, elle aurait rendu 69 000 décisions, concernant pas moins de 150 000 personnes. A ce jour, il resterait 16 000 dossiers à traiter. La CREC sera dissoute le 31 mars 2011, à la date de la création du département. Dès lors, le droit commun s'appliquera.

Adoption du Budget primitif 2010

La séance plénière du Conseil Général du 29 mars a adopté le budget primitif 2010 de la collectivité départementale. Ce budget s'élève à 335 M€. Environ ¼ de l'enveloppe est consacré à l'investissement (71 M€), les ¾ étant dévolus au fonctionnement (264 M€). Avec des recettes inférieures aux dépenses, le déficit global devrait représenter 40,9 M€, contre 72,4 M€ en 2009. Les principaux engagements en matière d'investissement concerneront l'assainissement et la rénovation de l'habitat insalubre, les services de la Protection maternelle et infantile (PMI), le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) et les voiries.

LES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois	
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	fev.-10	108,1	-1,3%	-0,4%	
Chômage (source : ANPE)	Nombre d'inscrits à l'ANPE-Pôle Emploi	déc.-09	12 585	25,4%	-	
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (milliers d'euros)	mensuelles	déc.-09	30 113	3,7%	-16,3%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	déc.-09	355 110 184	-	-5,4%
	Exportations (milliers d'euros)	mensuelles	déc.-09	585	56,1%	-16,3%
		cumulées	déc.-09	5 545 562	-	-5,4%
	Taux de couverture en valeur	mensuels	déc.-09	1,94%	0,65 pt	1,12 pt
	cumulés	déc.-09	1,56%	1,56 pt	0,14 pt	

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois	
Trafic aéroportuaire (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	janv.-10	423	-12,1%	10,4%
		cumulés	janv.-10	423	-	10,4%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	janv.-10	23 301	-7,5%	20,8%
		cumulés	janv.-10	23 301	-	20,8%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	janv.-10	46,0	-24,8%	65,4%
	cumulés	janv.-10	46,0	-	65,4%	
Trafic maritime de marchandises (Source : Douanes)	Mouvements de navires ⁽¹⁾	mensuels	déc.-09	-	-	-
	(Port de Longoni uniquement)	cumulés	déc.-09	-	-	-
	Tonnage débarqué ⁽²⁾ (hydrocarbures compris)	mensuels	déc.-09	-	-	-
		cumulés	déc.-08	-	-	-
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽³⁾ (en tonnes)	mensuelles	déc.-09	7 302	-13,5%	6,5%
		cumulées	déc.-09	95 742	-	-21,5%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		déc.-09	35 324	0,8%	5,2%
	Consommation (en milliers de Kwh)	mensuelles	déc.-09	19 369	3,2%	38,9%
		cumulées	déc.-09	219 622	-	16,6%
Ylang-ylang (Source : Douanes)	Exportations :					
	- volume (en tonnes)	mensuels	déc.-09	0,0	-	-100,0%
		cumulés	déc.-09	2,1	-	-67,8%
	- valeur (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-09	0,0	-	-
	cumulées	déc.-09	156,4	-	-74,4%	
Automobile (Source : SOREFI)	Ventes de véhicules neufs :					
	- nombre de véhicules particuliers	mensuels	mars-10	85	34,9%	-19,8%
		cumulés	mars-10	211	-	-14,9%
	- nombre de véhicules utilitaires	mensuels	mars-10	19	18,8%	46,2%
	cumulés	mars-10	62	-	63,2%	
Vanille (Source : Douanes)	Exportations :					
	- volume (en kg)	mensuels	déc.-09	0,0	-	-
		cumulés	déc.-09	0,0	-	-
	- valeur (en euros)	mensuelles	déc.-09	0,0	-	-
	cumulées	déc.-09	0,0	-	-	

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(2) : Y compris transbordements, mais hors poids des conteneurs

(3) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

* Les données plus récentes relatives au trafic maritime de marchandises ne sont pas disponibles

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Indicateurs de vulnérabilité des ménages

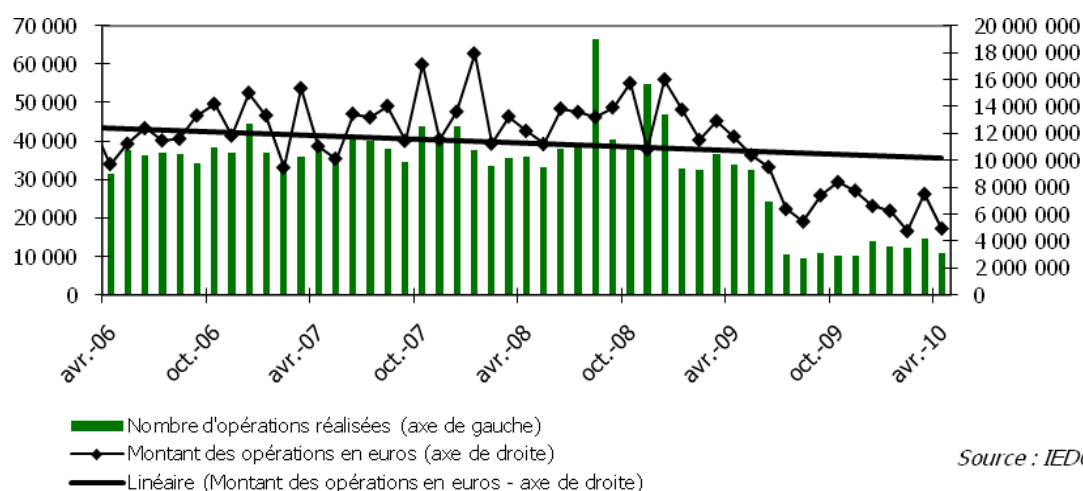
En mars 2010, le Fichier central des chèques (FCC) de la Banque de France n'a enregistré qu'un seul incident de paiement sur chèques. Au premier trimestre 2010, trois incidents ont été recensés, soit 23 incidents de moins par rapport au premier trimestre 2009. Par ailleurs, seul un retrait de carte bancaire a été enregistré en mars, le cumul annuel s'établissant à trois décisions de retrait. Enfin, l'archipel comptait 26 personnes physiques en interdiction bancaire, soit six de moins qu'en mars 2009.

Surendettement

Aucune déclaration de surendettement n'a été déposée auprès de la commission d'examen des situations de surendettement de Saint-Pierre-et-Miquelon depuis décembre 2007. Au total 33 dossiers ont été soumis à la commission depuis mars 2002.

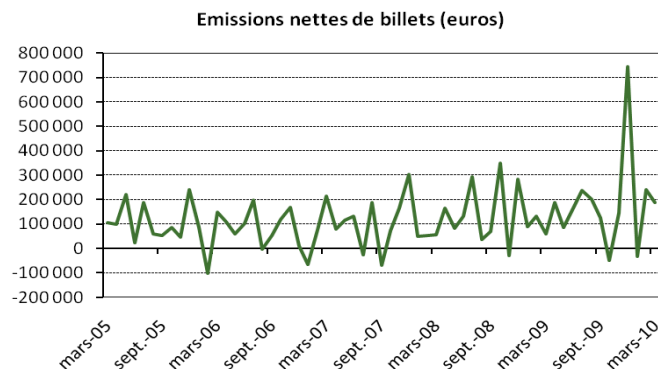
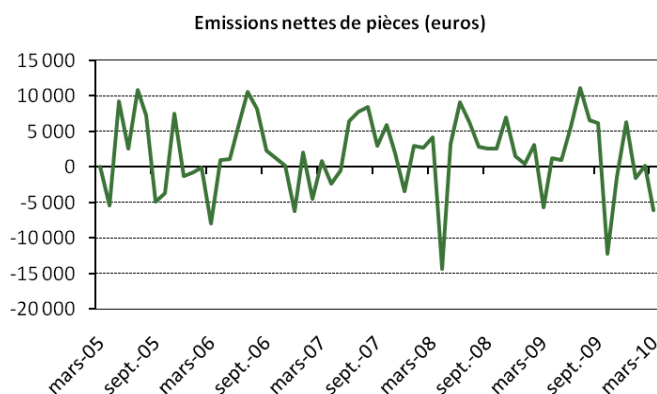
Recul de la valeur et du volume des opérations de compensation

Au premier trimestre 2010, la valeur des opérations de compensation (18,55 millions d'euros) a fléchi de 51,4% par rapport à la même période en 2009. Le nombre d'opérations réalisées (39 227) est également en repli (-61,4 %) en raison notamment de la diminution du nombre de participants à la compensation liée à la fusion des deux principaux établissements de crédit (Banque des Iles et Crédit Saint-Pierrais) intervenue en juin 2009.



Circulation fiduciaire

Fin mars 2010, les émissions nettes cumulées de billets (pré-alimentation de décembre 2001 comprise) s'élevaient à 13,227 millions d'euros (pour un volume de 342 844 billets), en progression de 20,3% sur un an. Pour leur part, les émissions nettes cumulées de pièces (pré-alimentation comprise) s'élevaient à 0,393 million d'euros (pour un volume de 2,236 millions de pièces), en progression de 4,5% en glissement annuel.



BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Budget de la Collectivité territoriale en équilibre pour l'année 2009

Le Conseil territorial a annoncé un excédent budgétaire pour la deuxième année consécutive. Ce dernier s'élève à deux millions d'euros pour l'exercice 2009 (500 000 euros en 2008).

Arrivée du nouveau navire de la collectivité

Le 21 mars 2010, le nouveau catamaran de la Collectivité devant assurer la desserte maritime de passagers avec Miquelon et Fortune est arrivé sur l'archipel. Le « Cabestan » devrait prendre la mer une fois les dernières démarches administratives accomplies. Par ailleurs, l'immobilisation de l'ancien navire pour des raisons techniques avait porté un coup sévère à l'activité touristique de l'archipel. Les professionnels du secteur espèrent donc une reprise de l'activité avec l'arrivée du Cabestan.

Nouveau catamaran pour Langlade

La Commission d'appel d'offres du Conseil territorial a décidé le 20 avril dernier d'attribuer le marché pour le transport de passagers entre Saint-Pierre et Langlade à la SARL Jeune France II. Les autorités maritimes doivent encore s'assurer de la capacité d'adaptation du navire aux conditions de navigabilité dans la zone.

Hausse du prix des carburants

La préfecture a décidé au cours du mois d'avril d'augmenter les tarifs des carburants et du fioul domestique (arrêté n°137 du 2 avril 2010). Le gazole augmente ainsi de 14 centimes, l'essence de 13 centimes, tandis que l'hectolitre de fioul passe de 48€ à 57€. Cette évolution met fin à 15 mois de stabilité des prix des produits pétroliers.

Maintien des quotas de pêche pour 2010

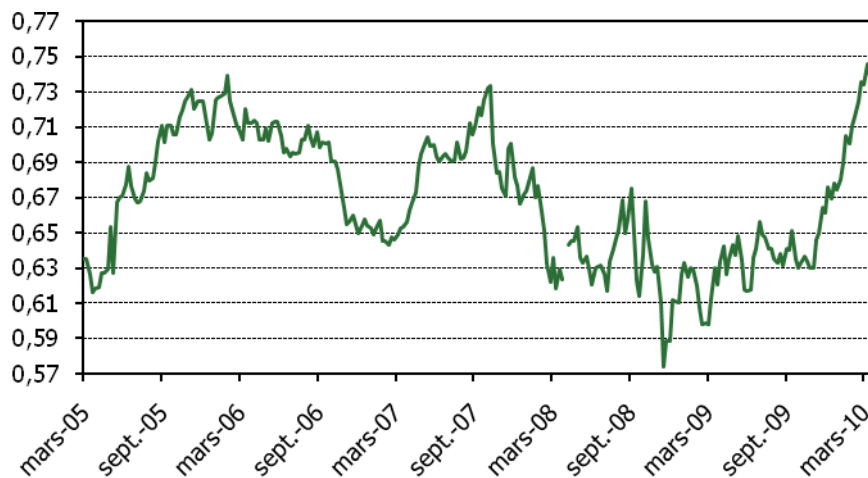
Le Comité consultatif franco-canadien des pêches a décidé de maintenir les quotas attribués à Saint-Pierre-et-Miquelon pour la saison 2010-2011. La décision a été entérinée par l'arrêté du 21 avril 2010, publiée au journal officiel de la République Française le 27 avril.

Diversification des activités de SPM Seafood International

Suite au débarquement de plusieurs tonnes de crabes des neiges à Saint-Pierre par des armements locaux en avril 2010, la société a décidé de louer les installations de conditionnement de crustacés des « Nouvelles pêcheries ». L'usine devrait également être approvisionnée par des navires canadiens (sur quotas canadiens).

Evolution du dollar canadien

Après une appréciation de 7,8% sur l'année 2009, le cours moyen de la devise canadienne a fortement augmenté (+14,5%) depuis le début de l'année 2010 par rapport à la même période en 2009. Le cours du dollar canadien a ainsi progressé de 20,2% sur les 12 derniers mois, pour atteindre un taux moyen de 0,7426 EUR/CAN en avril 2010.



Source : banque-france.fr

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ % trimestre précédent	Glissement annuel
Prix (Source : Préfecture)	Prix à la consommation – 1 ^{er} trimestre 2010 (Indice base 100 : décembre 2002)	124,59	+0,47 %	+1,58% <i>Par rapport à mars 2009</i>
		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Emploi (Source : DTEFP)	Nombre de demandeurs d'emploi (catégorie 1) Mars 2010 :	303	-12,2 %	- 14,2 %
	Nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois indemnisés Mars 2010 :	336	-7,7 %	-3,7 %
RMI (Source : CAF)	Nombre de bénéficiaires - fin mars 2010 :	33	+3,1 %	+37,5 %
	Cumul 2010 des prestations nettes versées (en euros)	36 441,4	-	+4,1 %
Commerce extérieur (mouvements réels + mouvements d'entrepôt) (Source : Douanes)	Importations (milliers d'euros) Février 2010 :	7 828	+ 28,5 %	+ 120,3 %
	Cumul annuel :	13 920	-	+ 43,5 %
	Exportations (milliers d'euros) Février 2010 :	318	- 38,5 %	- 73,4 %
	Cumul annuel :	835	-	- 61,1 %
	Déficit commercial (milliers d'euros) Février 2010 :	7 510	+ 34,7 %	+ 218,5 %
	Cumul annuel	13 085	-	+ 73,2 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Pêche industrielle (Source : Affaires maritimes)	Débarquements (en tonnes) Campagne 2009/2010	1 008	-	-37,4%
	Pêche artisanale (Source : Affaires maritimes)	Débarquements (en tonnes) Début de la saison : Avril 2010	-	-
Trafic aéroportuaire Aéroport de Saint-Pierre (Source : Aviation civile)	Nombre de passagers (arrivées + départs) Mars 2010 :	4 031	+24,3 %	+ 64,5 %
	Cumul annuel :	10 325	-	+ 56,5 %
	Mouvements d'avions Mars 2010 :	224	+14,3%	+ 21,1 %
	Cumul annuel :	580	-	+ 14,9 %
	Fret et envois postaux (en tonnes) Mars 2010 :	18,845	+ 11,1 %	+ 13,3 %
	Cumul annuel :	55,973	-	+ 16,5 %
Trafic portuaire Port de Saint-Pierre (Source : Capitainerie du Port)	Mouvements de navires Décembre 2009 :	37	- 41,3 %	+23,3 %
	Cumul annuel :	800	-	- 16,2 %
	Fret (en tonnes) Décembre 2009 :	2 053	-31,8 %	- 38,5%
	Cumul annuel :	28 507	-	- 5,3 %

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/09)				
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2009	3,79%	JO du 11/02/09	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (mars 2010)			
Décembre	Janvier	Février	Mars	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3476%	0,3462%	0,3346%	0,3434%	0,4060%	0,6450%	0,9530%	1,2150%

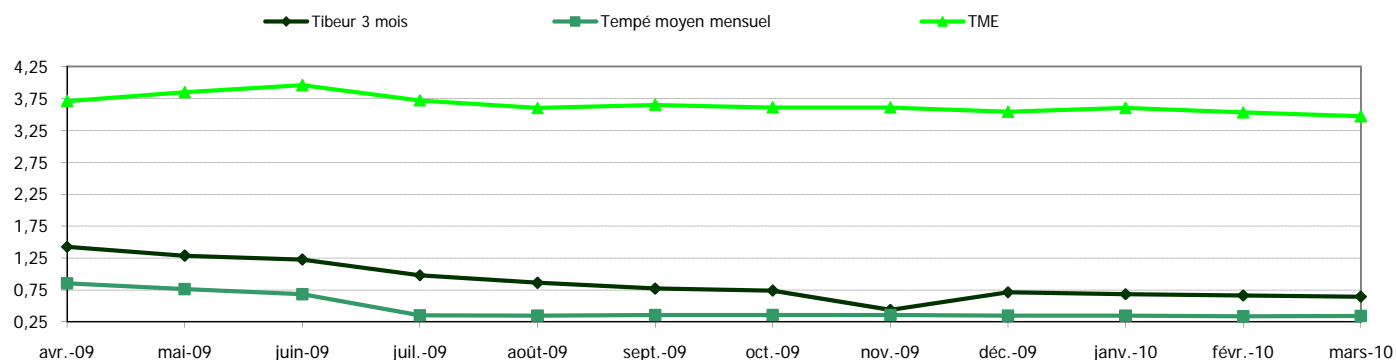
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Décembre	Janvier	Février	Mars	Décembre	Janvier	février	Mars
3,54%	3,60%	3,53%	3,47%	3,74%	3,80%	3,73%	3,67%

Taux de l'usure (applicable à partir du deuxième trimestre 2010)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		6,29%			
Prêts à taux variable		5,72%			
Prêts relais		6,25%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,63%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		19,45%	Découverts en compte (1)		13,33%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		8,85%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

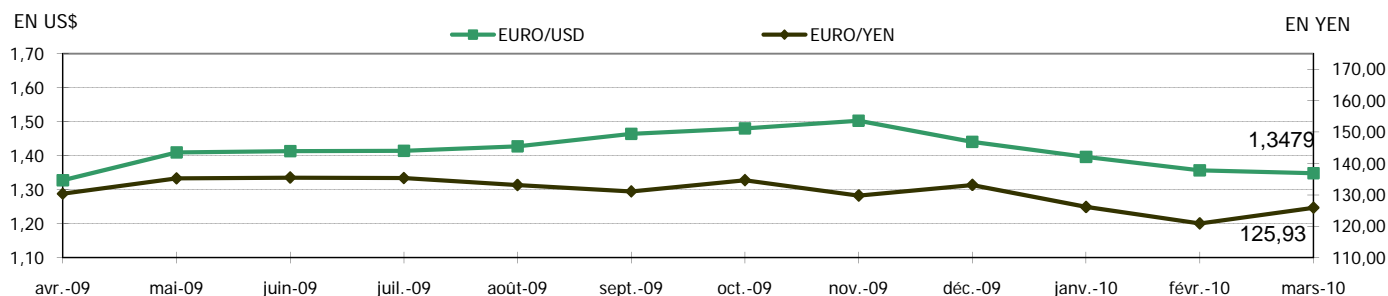
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3479	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,8922	EURO/SRD (Surinam)	3,68650
EURO/JPY (Japon)	125,9300	EURO/BWP (Botswana)	9,11740	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,40380
EURO/CAD (Canada)	1,3687	EURO/SCR (Seychelles)	15,9440	EURO/DOP (Rép. Dom.)	48,9084
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,88980	EURO/MUR (Maurice)	40,9695	EURO/BBD (La Barbade)	2,68580
EURO/SGD (Singapour)	1,8862	EURO/BRL (Brésil)	2,4043	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,54080
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,4653	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,76780	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2853,87	EURO/XCD (Dominique)	3,6258	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK